

la nouvelle lettre

Directeur de la publication : Jacques GARELLO

Commission Paritaire : 0118 K 87909 - ISSN : 1951-4727
Dépot légal : à parution

N°1167 du 7 septembre 2013 | www.libres.org
1981-2013 | 32ème année de parution

Hebdomadaire 1,50€



SOMMAIRE DU N°1167

EDITORIAL : Ronald Coase : pourquoi l'Etat s'occupe de tout pp. 1-2

CONJONCTURE : Les pays émergents malades de nos erreurs pp. 3-4

ACTUALITÉ : Le MEDEF en ordre de bataille p. 4 - Komsomolets et Komsomolka sont entrés en classe p. 5 - Le G20 : nullité et nocivité confirmée p. 5

DEMANDEZ LE PROGRAMME : p. 6-7

LU POUR VOUS : livres, articles et sites p. 8

Ronald Coase : pourquoi l'Etat s'occupe de tout

103 ans : Prix Nobel d'économie en 1981, Ronald Coase vient de mourir à Chicago. J'ai eu le plaisir et l'honneur de le recevoir à l'Université d'Eté de la Nouvelle Economie en 1989 à Aix, dont il a été fait citoyen d'honneur. Nous sommes restés longtemps en correspondance, d'ailleurs cet Anglais, professeur américain, passait plusieurs mois de l'année à Villefranche, il aimait la France. A la London School of Economics, dans les années 1930, Coase a bénéficié des enseignements de Friedrich Hayek et de Arnold Plant : « il a changé ma vie » aimait à rappeler Ronald Coase, qui était un modèle de modestie et d'élégance. Dans la leçon magistrale qu'il a donnée à Aix, il a pris l'image d'un galet sur la plage : on ne sait

pas d'où ni comment il est venu, roulé sans doute depuis la montagne jusqu'à la mer par des pluies, des torrents, des glissements de terrain. Ainsi, disait-il, un économiste de grande réputation n'est-il qu'un galet, poussé par des siècles de culture, d'éducation, de tradition intellectuelle. Il se situait résolument dans le courant des grands économistes libéraux ; la « Nouvelle Economie », disait-il, a commencé avec Adam Smith.

En dépit de sa personnalité tout à fait exceptionnelle, je ne voudrais pas m'arrêter plus longtemps sur l'homme, tant son œuvre a été considérable. J'ai du mal d'ailleurs à choisir lequel de ses deux apports majeurs mérite de vous être présenté. >>

BULLETTIN D'ABONNEMENT

- s'abonne à la formule postale pour 20 numéros (35 €) ou 40 numéros (60 €)
 s'abonne à la formule électronique (format PDF) pour 40 numéros (40 €)
 envoie une liste de personnes pour un service gratuit de 4 numéros dans le cadre de la formule postale ou électronique.

Merci de libeller vos chèques à l'ordre de la SEFEL et de nous les faire parvenir à l'adresse suivante :

SEFEL chez ALEPS, BP 80026, 13545 Aix en Provence Cedex 4

M Mme Mlle NOM..... Prénom.....

Adresse

Code postal Ville..... Courriel

sefel

SOCIETE D'EDITION ET DE FORMATION ECONOMIE ET LIBERTE

Chez ALEPS, BP 80026, 13545 Aix en Provence Cedex 4 - Tél. : 01 43 80 55 18

www.libres.org

Ronald Coase : pourquoi l'Etat s'occupe de tout (suite)

Le premier apport est celui de la « Théorie de la firme » écrite en 1937. Coase y introduit un concept tout à fait nouveau : les « coûts de transaction ». Ces coûts expliquent la naissance de la firme au XVIIIème siècle. A cette époque, la réunion d'une main d'œuvre dans une organisation hiérarchisée, la manufacture, a été rendue indispensable pour alimenter les exportations, jusque là dépendantes d'un réseau de petits fournisseurs (artisans, paysans) avec lesquels les transactions se révélaient de plus en plus coûteuses. La firme substitue le contrat de travail et la hiérarchie à des relations contractuelles complexes. Une fois la manufacture apparue, la division du travail a pu s'opérer et la machine a pu montrer son efficacité. Quel est l'intérêt de ce rappel historique ? De démontrer qu'il n'y a pas d'entreprise sans hiérarchie, mais que la hiérarchie pose de nouveaux problèmes, car le travail divisé est moins sous contrôle que le travail loué à un artisan ou un paysan.

« La manufacture à l'origine de la Révolution Industrielle »

C'est peut-être ce qui annonce l'autre grande découverte de Ronald Coase : le problème du coût social, sujet de son article de 1960 dans la revue « Law and Economics » publiée par la Virginia Political Economic School dirigée par James Buchanan, autre prix Nobel. Le « théorème de Coase » va désormais démanteler la théorie de Arthur Cecil Pigou, qui avait inventé une machine à détruire le marché et à appeler l'Etat à des missions sans cesse élargies.

Pour Pigou le marché est défaillant parce qu'il ne prend pas en compte les « externalités » : un marché est passé entre deux contractants, mais ignore les intérêts des gens qui ne sont pas parties au contrat. Le meilleur exemple d'externalité, c'est la pollution : l'activité de l'entreprise, de ses fournisseurs et clients, crée des dommages (externalités négatives) subis par quantité de personnes, qui ne seront jamais indemnisés. Donc, il faut que l'Etat, à travers ses impôts et ses réglementations, fasse payer aux contractants ces dommages : ils ont pollué, donc ils vont payer.

« Défaillances du marché » ou débordements de l'Etat ? »

Coase fait remarquer que le montant de ces dommages est inconnu, parce qu'ils sont médiats et incertains, l'administration fixera donc la « pénalité » ou le « quota » de façon tout à fait arbitraire. Ce qui est sûr c'est que toute intervention de l'Etat, dans n'importe quel domaine, sera désormais justifiée. Les écologistes en font leur bonheur : la taxe carbone est un bon exemple. D'autre part, quel est l'auteur du dommage ? L'entrepreneur qui installe son usine, ou celui qui lui a vendu le terrain et trahi ses voisins ?

Il existe aussi des externalités positives : des « biens publics » qui ne sont pas en apparence fournis par une procédure marchande mais dont l'utilité est incontestable : les phares par exemple. Pour Pigou et les étatistes, aucune hésitation : l'Etat doit installer les phares financés par les impôts.

Coase répond à la théorie des externalités par la prise en considération des droits de propriété. Si des droits de propriété peuvent être établis, les inconvénients nés d'une activité humaine vont pouvoir se négocier. La pollution peut être l'objet d'une transaction entre l'aéroport et les voisins des pistes. Le phare peut être payé en arrivant au port. Il y a donc quantité de problèmes qui peuvent être traités par la transaction volontaire au lieu d'être confiés à l'Etat, qui tranchera toujours dans le même sens : plus d'intervention, plus de réglementation et plus d'impôts. Les phares, les ponts, les puits ont existé avant l'Etat. Les rivières sont claires quand leurs eaux sont possédées par des gens identifiables. Les éléphants sont protégés quand ils sont domestiques. Les riverains de l'aéroport peuvent être indemnisés ou aller habiter ailleurs suivant le prix négocié.

Finalement, Coase en vient au cœur de la science économique, qui est science de la coordination entre les activités humaines. Or cette coordination ne peut être organisée de façon centrale, elle n'est réelle et efficace que grâce à la « main invisible » du marché. Ainsi Coase a-t-il donné des arguments supplémentaires pour rejeter l'économie planifiée et administrée et réduire l'Etat à sa plus simple expression. Nos étatistes, dirigistes, écologistes, urbanistes et aménageurs de toutes sortes devraient essayer de comprendre le message salutaire que nous a livré Ronald Coase. Face à l'Etat et à son oppression, Coase a réhabilité le marché et la liberté.

Jacques Gareilo

LES PAYS EMERGENTS MALADES DE NOS ERREURS

Que se passe-t-il dans les pays émergents ? Le ralentissement économique y est sensible. Les investisseurs se détournent d'eux. Leurs bourses et leurs devises plongent. Certains se hâtent de conclure à l'échec du marché et aux méfaits des échanges internationaux.

Mais en fait les difficultés de ces pays ont une origine principale : les politiques monétaires menées par les banques centrales occidentales. Les politiques laxistes en place depuis des années pourraient imposer maintenant un revirement et des politiques plus restrictives, ce qui entraîne les craintes actuelles.

Les pays émergents ont tiré la croissance mondiale

Pour apprécier la situation des économies émergentes, il faut mesurer le chemin qu'ils ont parcouru. Il est loin le temps du « tiers-monde » condamné au « sous-développement ». Toutes les économies qui ont choisi le marché, la liberté économique et les échanges commerciaux ont connu un développement rapide, spectaculaire. C'est le cas des grands pays émergents, comme la Chine, l'Inde, le Brésil, l'Afrique du Sud, auxquels on ajoute habituellement la Russie, bien qu'elle vienne d'un contexte différent : les fameux BRICS. Mais c'est aussi le cas des « dragons » d'Asie du Sud-Est, Corée du Sud en tête, Taiwan, Hong Kong, Singapour ou de bien d'autres, comme l'île Maurice.

Ce sont ces pays émergents qui tirent la croissance mondiale, au moment où les pays occidentaux étaient frappés de plein fouet par la crise et, surtout en Europe, par la récession. La croissance n'est pas arrivée par hasard : elle n'a concerné que les pays qui ont su privatiser, développer les libertés économiques et surtout s'ouvrir aux échanges mondiaux. Finies les farces qui attribuaient le sous-développement au commerce, au marché et incitaient les pays pauvres à planifier et fermer les frontières ! Finies les élucubrations sur la « dégradation des termes de l'échange » et le pillage de l'Afrique, de l'Asie et de l'Amérique Latine. Il y a 24 ans, les produits bruts représentaient 80% de leurs exportations, aujourd'hui c'est moins de 20% et

ils sont devenus des concurrents des pays riches – on s'en plaint ! Des peuples entiers sont ainsi sortis de la misère, une large classe moyenne s'est développée, accédant à la consommation, le niveau de vie a considérablement progressé.

La croissance ralentit

Bien entendu, le processus de développement se poursuit. Mais, depuis quelque temps, des signes d'inquiétude apparaissent et il n'en faut pas plus pour que tous les ennemis de la liberté économique y voient, une nouvelle fois, la faillite du système libéral, dont ils annoncent, depuis Marx, le prochain décès.

Il est vrai que depuis peu les pays émergents donnent des signes d'inquiétude et de nervosité visibles sur les différents marchés.

La première manifestation est celle du ralentissement économique. La croissance mondiale est moins forte depuis le début de la crise ; elle devrait être en 2013 de 3,1%. Bien sûr elle reste forte dans les pays émergents, mais loin des taux antérieurs. Pour l'année 2013, selon le FMI, la Chine serait à 7,8%, loin des 10% des années fastes. L'Inde à 5,6%, le Mexique à 2,9%, le Brésil à 2,5%, l'Afrique du sud à 2%, la Russie à 2,5%. C'est mieux que la récession européenne, mais c'est indiscutablement un tassement sensible.

Dans une économie mondialisée, le ralentissement des uns se répercute sur les autres. Les uns, ce sont les pays riches, victimes d'une crise qui ne doit rien au

marché mais tout aux interventions étatiques dans le domaine du crédit (subprimes) et de la monnaie (stimulus financé par des émissions de dette publique). Ce sont bien les pays hautement développés qui ont semé le désordre dans les pays émergents.

Inflation et déséquilibres monétaires et financiers

Le désordre s'est traduit principalement par l'inflation. Elle a progressé dans tous ces pays. Selon l'OCDE, l'Inde est à 10,7% de hausse des prix à la consommation, le Brésil à 6,6%, l'Afrique du sud à 5,6%, de même que l'Indonésie. La Russie est à 7,3% et si la Chine semble faire un peu exception (2,4%), c'est après une forte poussée (5,4% en 2011) qui avait entraîné une politique monétaire plus restrictive dans ce pays.

Mais d'où vient l'inflation ? Dans les pays développés, les banques centrales, avec les politiques monétaires non conventionnelles d'inondation monétaire, n'ont pas encore entraîné chez nous une forte inflation. Les liquidités mises à la disposition des banques leur ont permis de se renflouer et de redonner vigueur aux bourses, ce qui explique la hausse des cours. Mais aussi une bonne partie s'en est allée dans les pays émergents, entraînant la hausse des prix : nous avons « exporté » notre inflation. Parallèlement, les monnaies « occidentales », comme le dollar ou le yen, ont été volontairement dévaluées, alors que jusqu'à présent c'était plutôt le yuan chinois et la roupie indienne qui passaient pour sous-évalués. >>

Les pays émergents malades de nos erreurs (suite)

Quand on joue avec le feu, on finit par se brûler. Il ne faut pas reprocher à ceux qui reçoivent cette drogue monétaire de la consommer.

Depuis quelques semaines, tout le monde est devenu conscient de ces désordres monétaires. La crainte, c'est maintenant celle d'un assèchement de liquidités. Le signe le plus visible est sur les marchés obligataires, où la hausse des taux d'intérêt n'a cessé de progresser : les taux dépassent les 8% en Afrique du sud ou en Inde. La crainte d'une crise obligataire est forte. De même, pour les cours des devises qui dégringolent. Les bourses des pays émergents qui connaissent une baisse d'activité.

Made in France ou Made in China ?

Tout cela n'est pas arrivé par hasard. Il y a une corrélation entre ces évolutions récentes et la publication d'annonces, par la FED, laissant entendre que le laxisme monétaire allait prendre

fin.

La monnaie peut être une drogue dangereuse. Les banques centrales occidentales ont pratiqué l'inondation monétaire, droguant les pays émergents à l'argent facile ; maintenant que ces pays sont accros, les dealers annoncent que le robinet va se refermer. Faut-il s'étonner que ceux qui ont bénéficié de l'argent facile s'inquiètent de la disparition prochaine de la manne monétaire ? Les capitaux, après avoir inondé ces pays, sont en train de les fuir, comme le montre le déficit de leur balance des paiements.

Les taux d'intérêt zéro, c'était bon pour les pays émergents. Maintenant ils redoutent une hausse rapide des taux.

Là-dessus, sans aucun doute, sont venues se greffer des erreurs de politique économique. En Chine, la réalité économique est toujours complexe et des difficultés considérables sont liées à la coexistence d'une économie capitaliste et d'un régime totali-

taire. De son côté le gouvernement indien hésite entre protectionnisme et libre-échange.

Toutefois la responsabilité majeure incombe aux politiques monétaires des pays occidentaux. L'Occident s'est tiré une balle dans le pied, car le désordre monétaire dans les pays émergents se prolonge sans nul doute par un ralentissement économique, or c'est la croissance des pays émergents qui soutenaient puissamment celle des pays occidentaux.

Avec un cinquième des échanges mondiaux, les pays émergents représentent nos premiers débouchés et nos premiers fournisseurs. Il est ridicule de proclamer que l'Europe et les Etats Unis et le Japon sont auto-suffisants et encore plus ridicule de revenir au nationalisme économique le plus rétrograde. Le « made in France » fera long feu si on ne retrouve plus dans nos consommations le « made in China ».

Jean Yves NAUDET

Le Medef en ordre de bataille

L'Université d'Été des patrons a été plutôt musclée. Attendons la suite...

Notre dernière Lettre vous recommandait d'entendre le discours de Denis Kessler, le temps sans doute le plus fort de cette Université, tenue la semaine dernière à HEC à Jouy en Josas. Non seulement le procès du dirigisme économique, de la fiscalité et de la protection sociale était instruit en bonne et due forme, mais le ton dominant était à la mobilisation des troupes. Le patronat institutionnel est en train de découvrir qu'il ne défend pas des intérêts économiques – certains diront corporatifs – mais aussi une société de liberté. Entre autres phrases on aura relevé celle qui marquait « la préférence

pour la capitalisation face à la répartition » ou « la préférence de la diminution des dépenses publiques par rapport à la hausse des prélèvements publics ».

Pierre Gattaz a également critiqué sans détours la « non-réforme » des retraites, rappelant la nécessité d'introduire un « troisième pilier » en capitalisation et la surfiscalité qui obère la compétitivité des entreprises françaises. C'en a été au point que Pierre Moscovici, ministre de l'Economie et des Finances, a évoqué le « ras-le-bol fiscal », au moment même où son collègue Martin l'écologiste inventait la taxe carbone. Pas moins de

cinq ministres ont voulu rendre hommage aux patrons en assistant à quelques bribes d'université : maintenant on aime les entreprises !

Le Medef a des moyens puissants pour informer l'opinion publique et l'ouvrir aux vrais problèmes de l'entreprise française. Le tissu des instances locales, en liaison avec les Unions patronales et les chambres de commerce, constitue un potentiel considérable pour la société civile, et de nature à peser dans le débat politique. L'ordre de bataille annonce-t-il l'entrée en bataille contre les mensonges, les erreurs, les privilèges ?

Komsomolets et Komsomolka sont entrés en classe

Nos chères têtes blondes seront éduquées comme les jeunesses soviétiques

Il y a deux façons de commenter la rentrée scolaire : les médias s'intéressent au prix des fournitures scolaires, aux villages privés d'école, aux difficultés de changer les rythmes. Nous sommes plus attentifs à l'arrière plan idéologique de cette première grande rentrée conçue par les socialistes. Et les enfants de France sont accueillis dans les classes comme jadis les garçons et les filles en URSS : ils sont destinés à devenir membres des jeunesses communistes, komsomolets pour les écoliers, et komsomolka pour les écolières.

Il s'agit en effet de manipuler la jeunesse pour qu'elle soit informée et esclave de l'idéologie

dominante la plus extrême. Il y a d'abord l'offensive des « genres » : apprendre aux enfants que leur sexe naturel n'a aucune importance, car ce qui importe c'est le libre choix qu'ils feront pour se classer dans un genre ou un autre. Etre dit homme ou femme ne serait en effet que le pur produit d'une convention sociale et discriminante. La République est Egalité.

Il y a ensuite l'introduction des heures d'instruction laïque. Interrogés sur l'objectif de cette innovation, ses responsables ont déclaré que c'est « pour arracher les élèves à tous les déterminismes : familial, ethnique, social, intellectuel » (Peillon). Et encore :

« l'école a pour mission de dépouiller l'enfant de toutes ses attaches pré-républicaines jusqu'à devenir le citoyen, sujet autonome... pourvu qu'il adhère aux dogmes socialistes. »

Il y a enfin la réduction du nombre d'heures d'histoire et de géographie, pour que le savoir ne s'évade pas de la France socialiste contemporaine. Bientôt l'interdiction de voyager et la destruction des monuments aux morts et de Versailles ? S'agissant de la colonisation, on a déjà fait repentance.

Il est grand temps de faire disparaître l'Education Nationale, de privatiser l'école et de rendre les enfants à leurs parents. •

Le G 20 : nullité et nocivité confirmées

Les grands de ce monde une fois de plus impuissants, mais toujours dangereux

Dès 2009, au lendemain de la crise des subprimes, le G 20 s'était réuni pour analyser la situation, immédiatement tenue pour une crise du système bancaire capitaliste et pour arrêter une politique : la relance de la croissance grâce aux dépenses publiques, l'arsenal keynésien le plus ringard possible. Barack Obama et Nicolas Sarkozy ont imposé leurs vues et les 18 autres ont fait semblant d'y croire. Le résultat a été spectaculaire : les dettes souveraines ont explosé, la crise financière est devenue économique, le chômage s'est envolé. Les Etats ont retrouvé avec plaisir leurs mœurs nationalistes et les mesures protectionnistes se sont multipliées. Heureusement quelques dirigeants, comme Angela Merkel, ont fait bande à part et ont orienté

leurs finances publiques vers la rigueur budgétaire et leur économie vers la compétitivité.

Cette semaine, les 20 se sont réunis sur fond de drame syrien et l'hostilité entre l'hôte russe et certains de ses invités sur l'éventualité d'une intervention militaire ou simplement d'un avertissement solennel à Bachar El Assad a été étalée au grand jour. Comme on s'y attendait, il n'est rien sorti du sommet de Saint Petersburg. Le sommet a creusé le fossé : paradoxe.

Cet échec de la diplomatie mondiale prêterait à moquerie si le sujet n'était pas aussi grave, si la vie de millions de Chrétiens et d'Alaouites n'étaient pas menacée par les fanatiques d'Al Qaïda, si un tiers

de la population n'avait pas dû quitter le pays pour s'entasser dans des camps. On constate ainsi l'impuissance de toutes les instances internationales qui prétendent régenter la planète : le G 20, le G 8, le Conseil de Sécurité de l'ONU, le FMI, l'OMC. Elles continuent à impressionner les médias et les peuples, mais ces « artisans de paix » ne sont que politiciens et experts en quête de popularité. Heureusement les sommets actuels sont sans effet durable, mais dans le passé des drames planétaires ont éclaté à la suite de conférences internationales comme celles de Munich ou de Yalta. Dans leurs missions « régaliennes », les Etats contemporains sont réellement inefficaces. Voilà pourquoi ils aiment tant s'occuper de ce qui ne les regarde pas. •

Demandez le Programme

Le programme libéral dans le domaine des retraites consiste à en finir avec le système actuel de répartition pour passer à un système par répartition. Mais comment cette transition peut-elle se faire ? J'ai exploré les divers procédés et je vous propose celui-ci.

Jacques Garello

Changer le système : qui gagne ? qui perd ?

Peut-on du jour au lendemain passer du tout-répartition au tout-capitalisation ? Des millions de Français ont acquis des droits en cotisant depuis de nombreuses années. Si on autorise les actifs actuels à quitter le système obligatoire, qui va payer les retraites d'aujourd'hui et des prochaines années, puisqu'il y aura moins de cotisants, préférant égoïstement sauver leur peau sans s'occuper des autres ? Et ceux qui quittent le système perdent-ils définitivement les droits qu'ils avaient acquis ?

Il y a donc un problème de transition d'un système à l'autre qui peut paraître insoluble aux yeux des partisans de la répartition. Je vais essayer de montrer qu'on peut facilement gérer la transition.

Pour avoir la clé, il faut tout d'abord tenir compte de l'âge.

Pour ceux qui sont proches de la retraite, quitter le système de répartition est sans intérêt : en peu de temps ils ne pourront constituer une pelote suffisante sur leur compte épargne retraite : ils seraient donc les grands perdants.

En revanche, ceux qui entrent à peine dans la vie active vont pouvoir se préparer de belles retraites : ils seront les grands

gagnants en changeant de système.

Entre les deux, on fait un calcul et on choisit librement. Il faut environ 13 ans pour reconstituer un capital susceptible de permettre une pension du niveau de celle que promet la Sécurité Sociale.

Une équitable répartition

Etant ainsi établi qu'il y a des gagnants et des perdants, il est normal d'imaginer une équitable répartition des gains et des pertes. La « répartition » n'est pas tout à fait exclue, elle est parfois nécessaire à titre subsidiaire.

Equitable répartition, cela veut dire que les personnes aujourd'hui retraitées, ou proches de la retraite, ne peuvent toucher moins que ce que le système actuel de la Sécu est en mesure de leur garantir.

Equitable répartition, cela veut dire que ceux qui quittent le système doivent acheter leur droit de sortie en versant ce qui est nécessaire pour amortir les dettes du système actuel, mais qu'ils récupèrent au moins une partie des droits qu'ils avaient acquis.

Partant de ce principe, les cotisations jusque là retenues sur les

salaires peuvent donc être scindées en deux parts :

L'une, obligatoire, donne à la Sécurité Sociale la possibilité d'honorer tous ses engagements, jusqu'à ce que tous les droits acquis aient été exercés par leurs titulaires. Elle fait l'objet d'une retenue à la source, comme actuellement. J'appelle cette part « *rançon de transition* ».

L'autre part est restituée au salarié et c'est cette part qu'il a la possibilité de placer en compte d'épargne retraite. Je dis bien la possibilité, et non l'obligation, car le salarié est libre de verser cette somme à son compte épargne retraite, ou de la dépenser, remettant à plus tard le placement en vue de sa retraite. J'appelle cette part « *restitution de salaire* ».

Elle sera d'autant plus importante que l'on aura assorti la réforme des retraites d'une autre mesure décisive : verser au salarié son salaire complet, c'est-à-dire lui laisser la liberté de s'assurer par ses propres moyens contre la maladie et le chômage (la seule retenue sur salaire étant précisément celle qui concerne la « *rançon de transition* »). Quitter l'assurance-maladie actuelle et les Unedic pour s'adresser à des assureurs concurrentiels est en effet source d'économies substantielles.

L'évolution avec l'âge

La proportion entre les deux parts est appelée à varier avec l'âge.

1° Les plus jeunes, qui ont le temps de capitaliser, doivent payer une rançon élevée, mais dont le montant ne cessera de diminuer avec l'âge

2° les plus âgés auront une rançon faible, et la restitution de salaire sera de plus en plus élevée au fur et à mesure qu'ils approcheront de leur retraite.



Les graphiques ci-contre illustrent cette division des cotisations en fonction de l'âge du cotisant.

Le premier montre qu'au début de sa carrière l'assuré consacre l'essentiel de ses cotisations à éponger la dette du système par répartition.

Le second révèle que progressivement l'assuré pourra libérer des sommes plus importantes pour mettre sur son compte personnel d'épargne retraite. Il retrouvera à la fin de sa carrière un capital bien supérieur à celui que lui aurait valu le système par répartition (à supposer qu'il reste encore quelque chose dans les caisses de la Sécurité Sociale).

« Il n'y a pas de repas gratuit », disait Milton Friedman. On a le choix entre payer un peu maintenant ou payer bien davantage plus tard. Il y a des sacrifices à faire aujourd'hui pour éviter d'être ruiné demain. Il y a des sacrifices à faire aujourd'hui pour gagner bien plus demain.

Mais alors que le supplément de ressources que l'on demande aujourd'hui aux Français, sous forme de cotisations, de taxes ou d'impôts, n'a d'autre utilité que de prolonger un système ruineux appelé de toutes façons à disparaître, les sacrifices transitoires demandés auront pour objectif et pour effet d'en finir avec les gaspillages de la répartition et d'ouvrir les heureuses perspectives de la capitalisation.

La durée de la transition

La répartition entre les deux parts est aussi un choix politique. Elle peut être très lourde pour les jeunes et éponger plus vite les dettes héritées de la répartition.

On peut même imaginer que ces cotisations obligatoires (rançons) soient même supérieures à ce qu'elles sont aujourd'hui : c'est une perte pour les plus jeunes générations, mais c'est le prix qu'elles ont à payer pour avoir plus vite le droit de bénéficier d'un compte d'épargne retraite qui leur rapportera bien plus qu'aucun système par répartition ne peut leur garantir. On peut estimer à moins de 20 ans cette période de hautes rançons de transition.

Au contraire, on peut pratiquer une transition plus en douceur, quitte à la gérer sur deux générations. Par exemple en libérant seulement 1,5% de toutes les cotisations aujourd'hui obligatoires, il a été calculé qu'il faudrait environ 70 ans pour en finir avec la répartition.

Enfin, un dernier élément peut allonger ou raccourcir la période de transition : c'est la santé économique du pays, car cotisations et salaires complets dépendent du taux de croissance économique. Je vous entretiendrai la semaine prochaine des effets accélérateurs de la transition. •

C'est une exception française, une invention de nos dirigeants : les retraites ne seront pas amputées, ni les cotisations augmentées pour ceux qui ont eu un « travail pénible ». Mais cette « niche sociale » va sans doute être rapidement exploitée, et l'on va découvrir quantité de métiers « pénibles ». A l'inverse des pays étrangers qui ont réformé, comme la Suède ou l'Allemagne, la France ne veut pas toucher à certaines retraites, comme celles des fonctionnaires. Le gouvernement va donc choisir ses préférés. Un article de Nicolas Lecaussin, directeur du développement de l'IREF, dénonce cette incohérence et rappelle au passage qu'aux Pays Bas, où 97 % de la population est affiliée à un fonds de pension, les pensions représentent 105,5 % du dernier salaire perçu !

(Le Figaro, mercredi 4 septembre)

VALEURS ACTUELLES

La France, un pays totalitaire ?

C'est la question que se pose Jean Philippe Delsol, administrateur de l'ALEPS et de l'IREF. Il fait notamment allusion à deux faits qui lui paraissent scandaleux. D'une part, les poursuites contre ceux qui portent des tee-shirts de la Manif pour tous, alors que les casseurs ne sont jamais poursuivis et que les « femes » sont impunies quand elles profanent ND de Paris. D'autre part, les mesures et les peines prévues contre les fraudeurs fiscaux, bien plus lourdes que celles qu'encourent les criminels professionnels. Le gouvernement ignore l'état de droit et ne tient aucun compte des sentences du Conseil Constitutionnel, par exemple en maintenant le produit des assurances vie dans la base de calcul de l'ISF alors même que le Conseil avait jugé cette mesure anticonstitutionnelle. Il le fait au nom du « bien commun », qui n'est en fait que le bien de l'Etat et souvent le bien de quelques-uns.

(Valeurs Actuelles, n° 4005, 29 août)



Chronique d'un salaud de patron

Julien Leclercq

C'est le livre à distribuer à tous les politiques et dans toutes les administrations. Un patron de PME raconte sa vie professionnelle pendant 7 jours. Il faut le vivre et le lire pour le croire.

Nos dirigeants ne cessent de proclamer, main sur le cœur, qu'ils font tout pour faciliter l'emploi en France. Ils affichent le chiffre d'emplois créés (sou-

vent factices) mais masquent les emplois supprimés (bien réels) plus nombreux. Mais se rendent-ils compte du quotidien d'un chef d'entreprise ? Le témoignage de Julien Leclercq, patron d'une PME qui emploie environ 45 personnes, est saisissant. En plus de diriger son entreprise et donc de faire du chiffre, il se heurte tous les jours aux inepties administratives, à la haine et aux bévues du fisc et de l'URSSAF, aux incohérences des élus...

Située quelque part à la campagne dans le sud-ouest, l'entreprise est le principal employeur local avec les...agriculteurs. En ouvrant un bureau à Paris, Julien Leclercq se heurte au premier obstacle : la SNCF. Ce service public dont les trains arrivent rarement à l'heure, ce qui lui fait perdre des rendez-vous et des clients. Debout tous les jours à 5 heures, notre « salaud de patron » doit surtout trouver des clients. Et ce n'est pas vraiment dans sa région où il y a beaucoup plus de maisons d'hôtes que de sociétés... Il doit donc voyager beaucoup. Loin de sa famille qu'il entrevoit le dimanche, il aimerait se consacrer à 100 % à la survie de son entreprise. Impossible. Un jour, c'est le service du tri des déchets de la communauté d'agglomération qui le harcèle. L'entreprise est obligée de trier les ordures. Mais pour cela il faut des bennes. Après plusieurs semaines, la communauté d'agglomération installe des bennes mais à des centaines de mètres du siège de l'entreprise !

Un autre jour c'est l'inspecteur du travail qui lui tombe dessus. Celui-ci n'aime pas les néons et demande à ce que les toilettes des femmes, séparées de celles des hommes, soient indiquées par un écriteau parfaitement visible sur les portes ! Les URSSAF s'acharnent aussi sur l'entreprise et lui réclament des dizaines de milliers d'euros. Notre chef d'entreprise perd des heures avec le comptable pour rassembler les preuves de la contestation. Finalement, les URSSAF reconnaissent leur faute et divisent le redressement par...10.

Très drôle mais, ô combien significative, est la démarche entreprise pour obtenir des aides européennes afin de pouvoir déménager les bureaux. Après des semaines de démarches, notre patron est promené de service en service (département, mairie, région, etc.) où il essaye de rencontrer des fonctionnaires « débordés ». Finalement, il arrive à comprendre que c'est la communauté d'agglomérations qui est en charge des aides européennes. On le reçoit pour que, à la fin de l'entretien, on l'informe que ces aides sont réservées au secteur... agricole et à l'industrie. Edifiantes aussi les pages consacrées aux entretiens d'embauche. Quel décalage entre le secteur éducatif et celui des entreprises ! Des jeunes qui n'ont aucune envie de travailler, qui ne s'intéressent qu'aux vacances et aux primes... Aucune ambition, leur but étant sûrement de devenir fonctionnaires...

Chers politiques et autres fonctionnaires, lisez ce témoignage ! Vous apprendrez beaucoup plus qu'à l'ENA ce qu'il faudrait prendre comme mesures pour faciliter l'emploi en France !

Bogdan Calinescu

Julien LECLERCQ, Chronique d'un salaud de patron, les cavaliers de l'orage, 2013